



Trente-deuxième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT QUARANTE-CINQUIEME
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le vendredi 28 mai 1965, à 11 heures.

<u>Président provisoire</u> :	M. CORNER	(Nouvelle-Zélande)
<u>Président</u> :	M. NAUDY	(France)

- Ouverture de la trente-deuxième session
- Adoption de l'ordre du jour [point 1 de l'ordre du jour]
- Rapport du Secrétaire général sur la vérification des pouvoirs [point 2 de l'ordre du jour]
- Election du Président et du Vice-Président [point 3 de l'ordre du jour]
- Déclaration du Président
- Organisation des travaux
- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique [point 4 a) de l'ordre du jour]

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1245. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

OUVERTURE DE LA TRENTE-DEUXIEME SESSION

Le PRESIDENT PROVISOIRE (interprétation de l'anglais) : Je déclare ouverte la trente-deuxième session du Conseil de tutelle.

C'est avec le plus grand plaisir que j'accueille les membres du Conseil pour une session qui je l'espère sera fructueuse.

Puis-je également souhaiter la bienvenue à notre Sous-Secrétaire M. Amachree, et au nouveau Secrétaire du Conseil de sécurité, M. Rifai, qui siège parmi nous pour la première fois en tant que secrétaire de notre organe mais que vous connaissez depuis de longues années, en tant que représentant de son pays et collègue précieux pour nous tous.

Aux termes de la Charte, le Conseil de tutelle est un des principaux organes des Nations Unies. Il est donc aussi opportun qu'agréable que le Secrétaire général ait bien voulu honorer de sa présence cette séance d'ouverture.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (T/1630)

Le PRESIDENT PROVISOIRE (interprétation de l'anglais) : Puis-je conclure que l'ordre du jour provisoire est adopté, étant entendu que les points seront examinés, non pas nécessairement dans l'ordre dans lequel ils figurent, mais en fonction des décisions mêmes du Conseil?

Il en est ainsi décidé.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA VERIFICATION DES POUVOIRS

Le PRESIDENT PROVISOIRE (interprétation de l'anglais) : Etant donné que les pouvoirs de tous les membres n'ont pas encore été reçus, le rapport n'est pas tout à fait prêt. S'il n'y a pas d'objections, l'examen de ce point sera reporté à une date ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

ELECTION DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT

Le PRESIDENT PROVISOIRE (interprétation de l'anglais) : Je rappellerai aux membres que conformément à l'Article 41 du Règlement du Conseil, l'élection pour ces deux postes doit se dérouler au scrutin secret; il n'y a pas de proposition de candidature ou de discours, suivant la tradition du Conseil de tutelle.

Nous allons procéder maintenant à l'élection du Président. Les représentants du Libéria et de l'Union soviétique sont désignés en tant que scrutateurs.

A la demande du Président provisoire, M. Barnes (Libéria) et M. Morozov (Union des Républiques socialistes soviétiques) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

A l'unanimité, M. Naudy (France) est élu Président.

Le PRESIDENT PROVISOIRE (interprétation de l'anglais) : En remettant le fauteuil présidentiel à M. Naudy, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à tous mes collègues, pour l'amitié et la coopération qu'ils ont bien voulu m'accorder.

DECLARATION DU PRESIDENT

Le PRESIDENT : Après le double témoignage de confiance dont le Conseil a bien voulu me gratifier, je ne puis qu'exprimer à son endroit des sentiments d'émotion et de reconnaissance. Il y a quelques mois, vous m'avez désigné pour remplacer mon collègue, M. Jacques Tiné, empêché, comme Président de la mission de visite qui devait, au nom du Conseil, se rendre dans les territoires sous tutelle de Nouvelle-Guinée et de Nauru. Maintenant, vous décidez de m'appeler à la direction de vos travaux pour cette trente-deuxième session. Permettez-moi de vous adresser, à cette occasion, mes très vifs remerciements.

En toute sincérité, je ne sais si j'ai mérité cette distinction qui certes, beaucoup plus qu'à moi-même, s'adresse au pays que je représente. Mais je m'efforcerai de me montrer digne de l'estime que vous voulez bien me témoigner. En tout cas, soyez persuadés qu'ayant consacré plus de 10 années de sa carrière aux affaires des Nations Unies, celui qui vous parle apprécie à sa juste valeur l'honneur qui lui échoit et l'intérêt des fonctions qu'il aura à remplir.

J'ai le redoutable privilège de succéder au représentant de la Nouvelle-Zélande. Chacun connaît les qualités éminentes de l'ambassadeur Corner, sa puissance de travail, sa vaste culture, la largeur d'esprit et l'imagination avec lesquelles il approche les problèmes soumis à son examen. Chacun sait ici avec quelle efficacité et quelle impartialité il a conduit les travaux de votre Conseil. La voie est donc toute tracée pour celui qui vient après lui. En toute modestie, il s'appliquera à la suivre. Mais il a grand besoin, Messieurs, pour réussir dans sa tâche, de bénéficier de votre expérience, de votre assistance et de votre indulgence. Il ose espérer quelles lui sont acquises.

Le Président

Avant de commencer nos travaux, je voudrais rappeler le rôle joué par notre Conseil dans l'évolution des peuples dépendants vers l'autonomie et l'indépendance. Ce rôle a été essentiel. Nous avons des raisons d'en être fiers et les réalisations du passé doivent inspirer notre action future. Préciserai-je que depuis 1946, huit territoires ont atteint, sous la surveillance du Conseil, les objectifs ultimes définis par la Charte pour le régime international de tutelle. Trois territoires seulement restent, à ce jour, placés sous ce régime. Une des raisons qui a permis au système de tutelle d'obtenir des résultats aussi heureux n'est-elle pas que ce système repose sur des engagements souscrits volontairement par les puissances administrantes lorsqu'elles ont signé la Charte des Nations Unies ou les accords particuliers de tutelle?

L'Organisation des Nations Unies avait donc qualité pour apprécier de quelle manière les autorités chargées de l'administration s'étaient acquittées de leurs obligations et pour orienter efficacement leur activité. Les divers mécanismes prévus pour la mise en oeuvre de ce contrôle des Nations Unies, à savoir l'examen des rapports annuels, la discussion des pétitions, l'envoi périodique des missions de visite, étaient propres à mettre en évidence la leçon des faits et les aspirations des populations. Ainsi l'opinion internationale a-t-elle pu exercer une action stimulante et bienfaisante sur l'évolution des territoires sous tutelle, ceux-ci devenant en quelque sorte des territoires modèles dont les institutions ont souvent servi d'exemple à d'autres territoires dépendants.

Nous allons maintenant, si vous le voulez bien, passer à l'élection du Vice-Président.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Le PRESIDENT : Le résultat du vote est le suivant : 7 voix pour M. Hope (Royaume-Uni) et un bulletin nul.

Je déclare M. Hope élu Vice-Président et je lui exprime mes félicitations au nom du Conseil.

Le VICE-PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En m'élisant Vice-Président de ce Conseil, les membres de cet organe ont fait un grand honneur à mon pays; je les en remercie et je tiens à les assurer que je m'efforcerai de justifier la confiance qu'ils ont manifestée à mon égard en m'acquittant au mieux de mes capacités des tâches qui pourront m'être confiées.

Cependant, je tire un grand encouragement du fait, Monsieur le Président, que le Conseil vient de vous élire à la direction de nos travaux. Nous connaissons votre longue expérience des affaires de la tutelle. Nous savons que vous saurez nous diriger avec la compétence, la distinction et le savoir-faire dont vous avez toujours fait preuve. C'est pourquoi je suis certain que mes responsabilités propres ne seront jamais trop lourdes, ma tâche ne sera jamais trop ardue.

Ayant eu le grand honneur de vous connaître depuis de nombreuses années, Monsieur le Président, et de vous compter parmi mes vrais amis, - ayant collaboré avec vous durant un grand nombre d'années, - vous ayant vu servir d'une manière si admirable les Nations Unies et vous consacrer tout particulièrement aux questions de tutelle, - conscient que vous futes Directeur-adjoint du Bureau des affaires des Nations Unies et des organisations internationales au Quai d'Orsay (tâche dont vous vous êtes acquitté brillamment selon votre habitude) - sachant que vous avez été membre de la délégation française chargée de négocier l'accord préparatoire à l'indépendance du territoire sous-tutelle du Cameroun et que, plus récemment, vous avez fait partie de la Mission de visite qui s'est rendue en Nouvelle-Guinée et à Nauru, je tiens à dire que c'est un grand honneur pour moi d'avoir été élu pour travailler à vos côtés et, si nécessaire, vous remplacer dans vos devoirs, et qu'il est heureux pour le Conseil de vous avoir comme Président.

Le Vice-Président

Je ne me trouvais malheureusement pas ici l'année dernière au moment où le Conseil était présidé par M. Corner, représentant de la Nouvelle-Zélande. Mais mes collègues au Conseil sont unanimes à me dire que M. Corner a dirigé les débats avec distinction, célérité et bonne humeur. Je n'en ai pas été surpris; qu'il me soit permis de le féliciter et de lui dire que nous sommes heureux de le voir continuer à siéger parmi nous.

Enfin, puis-je dire tout l'honneur que je ressens de la présence, aujourd'hui parmi nous, du Secrétaire général des Nations Unies. C'est avec plaisir aussi que nous voyons parmi nous M. Rifai, revenu pour être notre guide principal en matière de procédure et d'organisation.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Royaume-Uni pour les paroles très amicales, mais vraiment trop élogieuses qu'il a exprimées à mon endroit.

Tout à l'heure, lorsqu'il présidait la séance de ce Conseil, le représentant de la Nouvelle-Zélande nous a déjà signalé la présence parmi nous du Secrétaire général. Au nom du Conseil, je remercie très sincèrement le Secrétaire général d'avoir eu la délicate attention de se joindre à nous pour cette première séance de la session. C'est avec plaisir que je l'accueille et c'est un honneur pour moi de lui donner la parole.

Le SECRETAIRE GENERAL (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, tout d'abord, féliciter le Président et M. Hope pour leurs élections unanimes respectivement à la présidence et à la vice-présidence de cet organe important des Nations Unies. Je tiens également à remercier le Président des paroles bienveillantes qu'il a prononcées à mon égard.

Bien que ce soit aujourd'hui pour la première fois que je suis présent à l'ouverture d'une session du Conseil de tutelle, cet organe principal des Nations Unies ne m'est pas inconnu. J'ai participé, en ma qualité de représentant de la Birmanie, aux travaux du Conseil pendant plusieurs années; depuis, je n'ai pas cessé de suivre les activités du Conseil avec l'intérêt le plus vif. C'est donc pour moi un plaisir tout particulier que de dire quelques mots à l'ouverture de la trente-deuxième session du Conseil.

Le Secrétaire général

Ce Conseil peut à juste titre s'enorgueillir de ses réalisations. Lorsqu'il fut créé, en 1947, le Conseil de tutelle avait la responsabilité de dix territoires sous tutelle, qui sont ensuite devenus onze lorsque la Somalie fut placée sous le régime de la tutelle. En 1962, huit de ces territoires sous tutelle avaient réalisé les objectifs inscrits dans la Charte et sept d'entre eux, le jour de leur accession à l'indépendance, se rallièrent à la famille des Nations Unies.

Le mouvement d'indépendance qui a marqué l'après-guerre peut être attribué à de nombreux facteurs; mais il est irréfutable que le système de la tutelle, en fournissant les moyens d'un contact plus étroit avec les populations des territoires sous tutuelle, au moyen de pétitions orales et de missions de visite régulières, a contribué d'une manière précieuse au processus pacifique de décolonisation.

Le Secrétaire général

Vous vous réunissez aujourd'hui pour examiner les conditions qui règnent dans les trois territoires sous tutelle restants situés dans la région du Pacifique. Dans ces trois territoires, des événements intéressants pour le Conseil sont intervenus au cours de l'an passé.

Dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, l'inauguration du Congrès de la Micronésie représente l'établissement pour la première fois d'une législature à l'échelle du territoire. En Nouvelle-Guinée, la nouvelle assemblée s'est réunie pour la première fois et des enquêtes sérieuses ont été menées dans les domaines du développement économique et de l'enseignement. L'évolution en Nouvelle-Guinée et à Nauru a bien entendu été étudiée fort attentivement par la mission de visite qui vient de rentrer à New York. Les rapports de la mission de visite que vous examinerez à cette session et qui fournissent le compte rendu détaillé de ces développements en même temps que les commentaires des membres de la mission, seront, j'en suis certain, précieux pour le Conseil lorsqu'il élaborera ses conclusions et recommandations concernant ces deux territoires.

En examinant à cette session l'évolution dont je viens de parler ainsi que d'autres développements, je suis persuadé que les membres du Conseil s'inspireront toujours des principes de la Charte. La question la plus importante qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir si les territoires qui demeurent placés sous le régime de tutelle atteindront les objectifs définis par la Charte, mais plutôt de déterminer quand ces buts seront atteints.

Comme je l'ai dit en une autre occasion, une expérience tirée de l'histoire nous apprend que lorsque la liberté est trop longtemps retardée, des forces extrêmes apparaissent à la surface, dominant la situation et, à la longue, constituent une menace au progrès économique et pacifique ordonné des territoires en cause.

J'espère, Monsieur le Président, que cette expérience vous guidera dans vos délibérations.

Le PRESIDENT : Je suis certain d'être l'interprète des membres du Conseil en remerciant le Secrétaire général des paroles qu'il vient de prononcer. Elles méritent d'être méditées et nous les aurons présentes à l'esprit durant nos travaux.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je vous félicite, Monsieur le Président, comme je vous félicite de votre élection à la présidence du Conseil. Il est particulièrement indiqué que nous ayons choisi comme Président le représentant d'un pays qui, s'étant acquitté fidèlement et complètement de sa mission de tutelle, siège à ce Conseil non seulement parce qu'il est une grande puissance, mais aussi parce qu'il n'est plus aujourd'hui Puissance administrante.

J'ai à peine besoin de rappeler au Conseil quelle expérience vous possédez de nos travaux comme de l'oeuvre des Nations Unies en général, notamment dans les problèmes concernant les pays en voie de développement et l'élaboration de mesures grâce auxquelles les territoires jadis non autonomes peuvent évoluer vers une saine indépendance. Cette vaste expérience s'est récemment enrichie du fait de votre séjour, en tant que Président de la mission de visite, dans deux des trois territoires dont nous nous occupons encore, et je suis certain que cette visite vous a mis en contact de la manière la plus directe avec les problèmes, les nécessités et les aspirations des populations des territoires sous tutelle.

Je tiens également à offrir mes félicitations au Vice-Président, mon collègue et ami de toujours, M. Hope, du Royaume-Uni, homme de grande expérience lui aussi, ferme sur les principes et énergique dans la discussion. Je suis heureux du choix qui s'est porté sur sa personne. C'est maintenant à l'oeuvre que nous allons apprécier cette dernière qualité.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Nouvelle-Zélande pour les paroles qu'il a prononcées à l'égard de mon pays comme à mon endroit. J'y ai été très sensible.

M. BARNES (Libéria) (interprétation de l'anglais) : La délégation du Libéria est particulièrement heureuse de vous présenter, Monsieur le Président, ses sincères félicitations à l'occasion de votre élection unanime à la présidence du Conseil de tutelle. Votre élection constitue sans nul doute un hommage rendu à vos

M. Barnes (Libéria)

qualités personnelles, à votre expérience et à la sagesse dont, j'en suis certain, vous ferez preuve dans la direction des travaux de notre Conseil pour les conduire à une heureuse conclusion. Votre élection est aussi la reconnaissance du rôle constructif que votre pays, la France, joue dans les affaires internationales. Puis-je vous assurer que la délégation du Libéria est disposée, comme elle l'a toujours été, à apporter sa contribution aux travaux du Conseil, afin que nos délibérations soient vraiment constructives et portent pleinement leurs fruits?

Je tiens également, au nom de ma délégation, à féliciter le représentant du Royaume-Uni, M. Hope, pour son élection à l'unanimité à la vice-présidence. Nous sommes certains qu'il servira le Conseil de la manière la plus compétente lorsque les circonstances l'exigeront.

Je ne saurais laisser échapper cette occasion sans exprimer nos sentiments de respect et de considération au représentant de la Nouvelle-Zélande, l'Ambassadeur Frank Corner, qui a présidé avec une grande compétence et beaucoup d'efficacité le Conseil de tutelle lors de sa trente et unième session. Il vient de passer à un successeur la charge présidentielle et, selon le mot d'un écrivain célèbre, devient une des pierre angulaire sur la route des progrès de l'humanité.

En cette trente-deuxième session du Conseil, nous nous réunissons à la veille même du vingtième anniversaire des Nations Unies. La haute signification de cette coïncidence est corroborée par le fait que plus des deux tiers des Etats Membres de l'Organisation se sont d'une manière ou d'une autre libérés de la domination étrangère ou de la tutelle, et le Conseil de tutelle, en tant que principal organe des Nations Unies, a, dans l'exercice de ses fonctions de contrôle, stimulé le progrès politique et influencé l'évolution constitutionnelle dans nombre de territoires qui, sous le régime international de tutelle, avaient déjà atteint les objectifs fondamentaux de ce système.

Aujourd'hui, la grande majorité des peuples du monde a confiance dans les Nations Unies, en dépit des difficultés qu'elles connaissent, en dépit aussi de quelques échecs. L'oeuvre inachevée du Conseil de tutelle à l'égard des territoires

M. Barnes (Libéria)

encore placés sous le régime de tutelle va exiger toute notre attention. Ma délégation est certaine qu'à cette session, qui coïncide avec le vingtième anniversaire de notre Organisation, le développement progressif vers l'autonomie ou l'indépendance des territoires sous tutelle restants, conformément à la volonté librement exprimée des populations intéressées, ainsi que la défense de leur progrès économique, politique et culturel, continuera d'être la préoccupation essentielle de ce Conseil.

Le PRESIDENT : L'importance de la contribution des représentants du Libéria aux travaux du Conseil de tutelle est bien connue. D'autre part, je remercie le représentant du Libéria pour les paroles amicales qu'il a prononcées à l'intention de mon pays et à mon égard.

En ma qualité de Président du Conseil de tutelle, je donne la parole au représentant de la République de Chine.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais m'associer tout d'abord aux paroles de mes collègues qui vous ont déjà dit, Monsieur le Président, tout le plaisir qu'ils éprouvaient à vous voir élu à la présidence de la présente session du Conseil. Je félicite également le Vice-Président.

En tant que vétéran des affaires du Conseil de tutelle, Monsieur le Président, vous nous revenez non seulement pour présider à ses travaux, mais aussi pour présider à sa liquidation. Je suis certain qu'avec votre expérience vous reconnaissez que le Conseil est en voie de disparition.

En tant que Président de la mission de visite à Nauru et en Nouvelle Guinée, vous succédez à M. Corner qui, lui aussi, avait présidé une mission de visite dans cette région et qui a dirigé l'an dernier les travaux du Conseil.

Je me félicite également de voir mon ancien collègue au Conseil de tutelle, M. Rifai, nous revenir en tant que secrétaire.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT : Pour le point de notre ordre du jour de cette séance intitulé "Organisation des travaux", je voudrais suggérer la procédure suivante : le Conseil devrait commencer par le point 4 a) de son ordre du jour, c'est-à-dire l'examen du rapport annuel de l'Autorité administrante pour l'année qui s'est terminée le 30 juin 1964, et qui se rapporte au territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Le Conseil pourrait ensuite examiner les points ayant trait aux deux rapports sur la Nouvelle Guinée, c'est-à-dire le point 4 c) - rapport annuel de l'Autorité administrante - et le point 6 b) - rapport de la mission de visite.

Après cela, nous passerions au troisième territoire. Le Conseil pourrait examiner les autres questions qui se rapportent à Nauru, soit les points 4 b) - examen du rapport de l'Autorité administrante - et 6 a) - rapport de la mission de visite.

Le Président

Conformément à l'usage, le Conseil examinera également les deux pétitions qui ont soulevé des questions générales durant l'examen des rapports sur les territoires d'où sont parvenues ces pétitions. Les pétitions soulevant des questions particulières pourraient être examinées séparément en tant que point 5 de l'ordre du jour.

Quant aux autres points de l'ordre du jour provisoire, ils pourraient être examinés par le Conseil dans l'ordre dans lequel ils ont été inscrits.

Ceci dit, je voudrais souligner qu'il est particulièrement important, à cette session, que le Conseil se tienne aussi fidèlement que possible à un emploi du temps strict, de façon à pouvoir terminer ses travaux avant la dernière semaine de juin, car plusieurs d'entre nous sont déjà pris par d'autres engagements à partir de cette date. Pour atteindre cet objectif, un emploi du temps provisoire préparé par le Secrétariat a déjà été distribué aux membres du Conseil. Les représentants remarqueront que, d'après cet emploi du temps, il sera probablement nécessaire de réunir le Conseil, le plus souvent, deux fois par jour. Je me permets de faire appel aux membres du Conseil pour leur demander à la fois d'être ponctuels aux séances et de s'efforcer de terminer nos travaux comme il est indiqué dans le programme provisoire qui leur a été distribué.

Y a-t-il des représentants qui désirent prendre la parole en ce qui concerne les suggestions que je viens d'émettre sur l'organisation de notre travail ou l'emploi du temps provisoire?

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En tout premier lieu, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection unanime à la présidence du Conseil. J'exprime l'espoir que vous saurez tirer profit de votre expérience et de vos grandes connaissances pour nous faire parvenir à des décisions fructueuses au cours de la présente session du Conseil.

Pour ce qui est de l'organisation des travaux, la délégation de l'Union soviétique estime indispensable d'exposer brièvement certaines considérations de caractère général qui devraient aider le Conseil à adopter des décisions qui s'imposent.

M. Morozov (URSS)

Si je puis employer une expression mathématique, je dirai que nous devrions rechercher un dénominateur commun. A notre avis, dès le début de nos travaux, il convient de souligner que l'ordre du jour que vient d'approuver le Conseil démontre clairement que les peuples des territoires appelés territoires sous tutelle sont toujours sous la férule coloniale. Le difficile processus de la liquidation du système colonial semble n'avoir eu aucun effet sur la situation des peuples des territoires mentionnés à l'ordre du jour du Conseil. Alors que des millions de gens, dans des dizaines de pays, au cours des dernières décennies, ont pu obtenir l'indépendance politique et nationale, les populations des territoires sous tutelle de la région du Pacifique continuent de vivre sous un régime colonial. Les peuples des trois territoires de l'océan Pacifique, la Nouvelle Guinée, le Papua et le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique - les habitants de Nauru en particulier - subissent encore le joug du colonialisme, et cela, après 31 sessions régulières du Conseil de tutelle.

M. Morozov (URSS)

Comme par le passé, ces peuples continuent d'attendre leur libération de la domination des colonialistes américains et australiens. On ne saurait manquer de souligner que ni la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ni les décisions de l'Assemblée générale ou du Comité des Vingt-Quatre pour ce qui est de la mise en oeuvre de cette Déclaration, n'ont encore amené la liquidation des chaînes du colonialisme dans ces territoires.

Il n'est que normal de se poser la question suivante : quelle est la raison d'un tel anachronisme? Sans même une brève réponse à une telle question, on ne saurait déterminer les méthodes et les lignes directrices des travaux du Conseil dans l'examen des questions concrètes qui figurent à l'ordre du jour de la présente session.

Nous sommes profondément convaincus que la raison de cet anachronisme doit être recherchée, en tout premier lieu, dans le fait que tout ce système de tutelle qui apparaît à nos yeux aujourd'hui n'est rien d'autre, et depuis fort longtemps, qu'une des formes de la dépendance coloniale. Voilà pourquoi ce système met un frein à l'évolution des peuples des territoires sous tutelle sur la voie de l'autonomie et de l'indépendance.

Les faits ont montré qu'au cours des vingt dernières années ceux qui exerçaient leur tutelle ne tenaient véritablement pas compte des principes et des objectifs de la Charte et maintenaient, dans les territoires qui étaient sous leur tutelle, un régime colonial, exploitant les populations de manière brutale, pillant les ressources naturelles, entravant le développement économique, politique, social et culturel de ces territoires. A ce propos, il y a lieu de rappeler que, dès 1952 - c'est-à-dire il y a plus de 13 ans - l'Assemblée avait adopté la résolution 558 (VI) par laquelle elle invitait les puissances administrantes à indiquer le laps de temps dans lequel elles escomptaient que leurs territoires sous tutelle atteindraient l'objectif d'autonomie ou d'indépendance. Certains des membres du Conseil qui ont pris la parole ce matin ont déjà parlé de cette question. Jusqu'à présent, aucune réponse n'y a été fournie. C'est pourquoi, dès le début même de nos travaux, il est indispensable de la poser à nouveau et de manière insistante. C'est bien dans ce sens que nous comprenons la déclaration du Secrétaire général. La résolution 558 (VI) n'est

M. Morozov (URSS)

même pas mentionnée au point 7 de l'ordre du jour de la présente session, parmi les documents se rapportant aux questions qui nous occupent. Pourtant, cette résolution ne saurait être oubliée; elle doit être mise en oeuvre.

J'aborderai maintenant un autre aspect du problème. On sait que, en 1960, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui invitait les autorités administrantes à prendre des mesures immédiates, dans tous les territoires, y compris les territoires sous tutelle, pour les conduire à l'autonomie et à l'indépendance. Cette Déclaration n'a prévu aucune séquence dans les faits ni aucun retard quant à l'octroi de l'indépendance aux territoires qui figurent encore à l'ordre du jour du Conseil aujourd'hui. Cette résolution n'a pas été appliquée. Cinq années se sont écoulées depuis son adoption. L'année dernière, en 1964, le Comité spécial des Vingt-Quatre, après un examen minutieux de la situation dans les territoires qui sont encore sous tutelle, adoptait des recommandations dont la mise en oeuvre aurait permis de mettre en application les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies ainsi que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Pourtant, les puissances coloniales, les puissances de tutelle, continuent d'ignorer ces décisions. Je le répète : les Nations Unies ne connaissent pas encore les délais - même pas les délais approximatifs, sans parler de délais précis - dans lesquels les peuples des Iles du Pacifique, de la Nouvelle-Guinée et de Nauru pourront jouir de l'exercice de leur droit inaliénable à l'autonomie et à l'indépendance.

On ne peut manquer de noter que les représentants des puissances administrantes : Etats-Unis, Australie, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, nous affirment encore aujourd'hui, avec une insistance qui mériterait mieux, alors que la question concrète se pose de l'octroi de l'indépendance aux territoires sous tutelle, que ces territoires ne sont pas encore prêts pour accéder à l'indépendance, que les conditions économiques, sociales et autres ne sont pas encore remplies. Or, et d'un autre côté, ces mêmes puissances - comme nous chercherons à le prouver à l'occasion de l'examen concret des points de l'ordre du jour et comme nous l'avons dit aux sessions précédentes - font obstacle à la

M. Morozov (URSS)

mise en oeuvre des décisions de l'Assemblée générale sur l'amélioration des conditions de vie des populations autochtones des territoires sous tutelle, sur le développement de leur économie et sur celui de l'enseignement. Les représentants des puissances coloniales se sont perdus de manière désespérée dans leur argumentation. Ils semblent avoir oublié qu'au cours des années précédentes, au Conseil de tutelle, ils s'étaient efforcés de nous donner l'impression que, dans les pays qu'ils administraient, un progrès rapide avait lieu; que si l'économie n'y florissait pas encore, elle s'améliorait; que les niveaux de vie s'élevaient, etc. Rappelez-vous simplement la quantité de conclusions flatteuses qui avaient été tirées sur ce point par la majorité coloniale au sein du Conseil de tutelle.

Aujourd'hui, alors que l'obligation des puissances coloniales est la liquidation définitive et sans délai des séquelles du système colonial, y compris le système de tutelle, les représentants de ces mêmes puissances commencent à parler avec insistance du caractère retardataire de la situation dans les territoires sous tutelle, des conditions géographiques et économiques particulières qui règnent dans les territoires placés encore sous leur joug. L'objectif de telles affirmations est parfaitement évident, comme il est évident aussi que ces déclarations sont contraires aux principes de la Déclaration du 14 décembre 1960 qui disposait en particulier :

"Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance."

Un autre fait important est que le Conseil de tutelle, du fait de sa majorité coloniale, ne veut pas abandonner les intérêts égoïstes et impérialistes et renoncer à l'annexion coloniale de ces territoires. Ce n'est pas par hasard que ceux qui veulent la liquidation du système colonial considèrent que le Conseil de tutelle se trouve être, en quelque sorte, la bastion des puissances colonialistes. Ce n'est pas non plus par hasard que les décisions du Conseil sont contraires en général, dans les faits, aux décisions importantes de l'Assemblée générale et aux recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre tendant à la liquidation, sans délai, du système colonial.

M. Morozov (URSS)

Bien que les puissances colonialistes conservent la prépondérance au Conseil, la délégation soviétique n'entend pas abandonner sa lutte persévérante pour la mise en oeuvre, dans les territoires qui sont encore sous tutelle, des principes de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance ainsi que des recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre et en particulier celles qu'il a faites à la fin de 1964. Nous estimons que cette façon de concevoir nos travaux représente la seule voie que le Conseil puisse suivre pour l'accomplissement de sa tâche, qui se trouve être celle de la suppression totale du colonialisme.

Je voudrais maintenant relever, à titre d'observation préliminaire et sans préjuger les discussions qui auront lieu lorsque nous passerons à l'examen des points particuliers de l'ordre du jour, le fait que les rapports présentés au Conseil par les puissances coloniales au cours de l'actuelle session montrent une fois de plus que ces puissances s'obstinent à ne pas vouloir admettre les impératifs de notre temps et qu'elles entendent poursuivre dans leurs territoires une politique qui ne sert pas les intérêts des populations de ces territoires mais bien plutôt des considérations politiques, militaires et autres que les puissances administrantes ont à coeur de défendre. C'est là une voie dangereuse, plus encore si l'on considère que les trois territoires dont il est question sont situés non loin de l'Asie du Sud-Est, région où l'impérialisme nord-américain mène une guerre agressive en cherchant à y entraîner certains de ses alliés au sein de blocs militaires agressifs. Mais que ce soit par les armes ou autrement, il est vain d'essayer de ramener en arrière le char de l'histoire, car il n'est pas possible d'étouffer les aspirations des peuples, même les plus petits, qui veulent leur indépendance nationale, leur liberté et la possibilité de cheminer dans la voie du progrès.

Je répète que le système de tutelle ne fait que faciliter aux puissances coloniales la mise en oeuvre de leur politique particulière. Ce système doit donc être supprimé. Les populations de la Nouvelle-Guinée, des Iles du Pacifique et de Nauru doivent se voir offrir la possibilité de goûter, dans des conditions de liberté réelle, les fruits de l'autonomie et de l'indépendance, conformément aux exigences de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance des pays et des peuples coloniaux, dont les dispositions doivent représenter la base

M. Morozov (URRS)

sur laquelle il faut nous appuyer pour organiser notre travail et aborder les questions qui sont inscrites à notre ordre du jour. C'est aussi la base sur laquelle devront se fonder toutes les conclusions et recommandations que le Conseil pourra émettre à la suite de l'examen de ces questions.

La délégation soviétique n'a pas d'objections à formuler en ce qui concerne le calendrier qui nous a été précédemment soumis et que le Président vient de rappeler. Elle est disposée à participer de manière active, en suivant les lignes générales qui doivent guider le Conseil, à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour, dans l'ordre qui est proposé dans le document concernant l'organisation des travaux de la session actuelle.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
Je n'avais pas l'intention d'intervenir sur le point 4, ayant une déclaration à faire sur le point 4 a); cependant à la suite des remarques que nous venons d'entendre, je me vois obligé de faire quelques commentaires.

Une fois de plus, nous avons dû écouter des observations qui, à mon avis, n'avaient pas grand-chose à voir avec l'organisation de notre travail. C'était bien plutôt une tentative de nous faire entamer cette session dans un certain état d'esprit, et je laisse aux membres du Conseil le soin de décider dans quelle mesure cette manière d'agir était opportune.

Je voudrais souhaiter la bienvenue à M. Morozov au sein de ce Conseil. Nous le connaissons depuis longtemps et nous savons qu'il est le représentant très capable d'une puissance coloniale qui n'a jamais libéré une seule de ses colonies depuis qu'elle les a acquises. On peut donc en conclure qu'il a une grande expérience pour parler du colonialisme. Il a fait allusion, tout à l'heure, aux objectifs de la Charte et au calendrier de la libération. Je dirai qu'il ferait bien d'observer lui-même ses propres recommandations.

Une personnalité très distinguée s'est trouvée parmi nous ce matin pour indiquer au Conseil la voie à suivre et pour nous dire sa certitude que le Conseil avait toujours été à la hauteur de ses obligations. Notre Secrétaire général a rappelé ici que huit anciens territoires sous tutelle sont parvenus déjà à l'indépendance. Quant au représentant de l'Union soviétique, il qualifie les Etats-Unis de puissance coloniale et il prétend que cette puissance tient des peuples sous sa dépendance. Le Territoire des Iles du Pacifique, dont les

Etats-Unis sont reponsables est un territoire sous tutelle, et de ce fait soumis à une supervision internationale. Il ne s'agit nullement d'une colonie des Etats-Unis. Mon gouvernement a toujours scrupuleusement observé les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte. Les progrès réalisés par le peuple micronésien sont bien connus de chacun. Nous présenterons ultérieurement au Conseil un rapport officiel sur ce territoire, et le Conseil aura ainsi l'occasion de juger une fois de plus si nous avons su ou non nous acquitter de notre mission.

Le PRESIDENT : Avant de donner la parole au représentant de l'Union soviétique, je voudrais en toute amitié faire appel aux membres de ce Conseil pour que, d'une part, nos travaux se limitent au point de l'ordre de jour que nous sommes en train de discuter, et que, d'autre part, nos débats ne prennent pas un tour trop passionné et trop acrimonieux. Je ne pense pas, en effet, permettez-moi de vous le dire en toute sincérité et en toute franchise, que des débats se déroulant dans cette atmosphère puissent servir à grand-chose, car nous savons bien qu'une déclaration en appelle une autre, et je ne pense pas que ce soit une bonne manière d'utiliser notre temps. Nous devons accomplir une tâche complexe, technique, importante et nous devrions nous efforcer de le faire en toute objectivité et impartialité. Nous savons évidemment que tout le monde, dans ce Conseil, n'est pas de la même opinion, qu'il y a des avis divergents.

Je dirai que c'est une bonne chose car, comme dit un proverbe de mon pays, du choc des discussions jaillit la lumière. Quoi qu'il en soit, je voudrais, dès le premier jour des travaux que j'ai l'honneur de conduire, adresser un appel pour que nous nous limitions au sujet traité et pour que nos discussions ne prennent pas un tour trop acrimonieux.

Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ce n'est point mon propos, Monsieur le Président, de déterminer à qui s'adressait votre observation quant au ton acide de certaines déclarations. La délégation de l'Union soviétique a simplement voulu, très sincèrement, indiquer les lignes directrices que nous devrions suivre dès le début de nos travaux. Nous n'avons certes pas voulu donner un caractère acrimonieux au débat ou être offensant pour tel ou tel membre du Conseil. Nous nous sommes simplement référés aux dispositions de la Charte, aux résolutions de l'Assemblée générale et à celles du Comité des Vingt-Quatre, pour constater qu'elles n'étaient pas mises en oeuvre par les puissances coloniales, à commencer par les Etats-Unis. Permettez-moi donc de penser, Monsieur le Président (je n'attends pas de confirmation de votre part, car à votre poste il serait difficile de le faire), que ce ton acide dont vous avez parlé visait le fait que le représentant des Etats-Unis avait cru devoir affirmer, ici, de manière calomnieuse, que l'Union soviétique était une puissance coloniale. Et cela, véritablement, dépassait la terminologie que nous pouvons employer ici. Le représentant des Etats-Unis qui, sans doute comme d'autres dirigeants de son pays, se trouve désespérément en retard par rapport à l'évolution du monde, ne semble pas vouloir entendre la leçon de l'histoire. Je voudrais, en deux phrases, dresser un raccourci de cette histoire. En 1917, sur le territoire de l'ancienne Russie tsariste, est apparu le premier Etat des travailleurs et des paysans. C'était l'Union soviétique. Cette victoire historique sur l'impérialisme a constitué un stimulant puissant pour les mouvements de libération nationale de centaines de millions de gens, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. C'est dire que le compliment qui nous a été lancé par le représentant des Etats-Unis, cherchant à mettre mon gouvernement au niveau du sien en tant que puissance coloniale, nous le renvoyons à l'expéditeur, puisqu'aussi bien cela risquerait d'envenimer dès l'abord la discussion que nous avons ouverte.

M. Morozov (URSS)

Une dernière observation. Nous nous efforçons - et sur ce point je suis d'accord avec le représentant des Etats-Unis - d'engager le Conseil de tutelle sur une voie nouvelle, non pas celle choisie par les puissances coloniales, dont les Etats-Unis, mais bien celle qu'exigent l'écrasante majorité des Etats Membres des Nations Unies et en premier lieu les Etats d'Asie et d'Afrique. Cette voie, c'est celle de la liquidation immédiate des séquelles du colonialisme et de la tutelle, de l'octroi de l'indépendance nationale sur la base du droit de tous les peuples, petits et grands, à la libération nationale. Si nous pouvons considérer que la déclaration du représentant des Etats-Unis signifie qu'à l'occasion de l'examen de la situation de territoires concrets, pour lesquels les Etats-Unis portent une responsabilité internationale, des délais pour l'octroi de l'indépendance nous seront indiqués, nous nous en réjurons et alors une bonne partie des observations que nous avons faites pourront être retirées. Nous ne sommes pas pessimistes par vocation. Simplement, nous n'avons pas de raison particulière de nous réjouir, en ce début de session, puisque la tentative que nous avons faite d'engager le Conseil de tutelle sur la seule voie juste de l'octroi immédiat de l'indépendance aux trois derniers territoires sous tutelle a été accueillie avec les baïonnettes oratoires du représentant des Etats-Unis. Si, par la suite, nos inquiétudes devaient être dissipées, nous serions les premiers à nous en réjouir.

Le PRESIDENT : Je n'ai entendu aucune objection en ce qui concerne l'organisation de nos travaux. J'en conclus que le Conseil approuve les suggestions que j'ai faites et l'emploi du temps proposé par le Secrétariat.

Il en est ainsi décidé.

POINT 4 a) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE (T/1633; T/L.1089)

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Il convenait particulièrement, comme c'est la coutume du Conseil, que le Président sortant, M. Corner, ouvrît cette séance. Sa brève apparition au fauteuil présidentiel nous a rappelé avec quelle maestria il a conduit nos délibérations, l'an dernier, ce dont nous lui sommes tous, j'en suis sûr, profondément reconnaissants.

Il m'est particulièrement agréable, Monsieur le Président, de vous accueillir en votre nouvelle qualité. J'ai eu le plaisir de travailler sous votre impulsion, lors d'une mission de près de deux mois dans le Pacifique. J'ai pu apprécier votre cordialité, votre sagesse aimable, qui vous ont valu l'amitié de tous les membres de la mission. Je sais que vous ferez bénéficier le Conseil de tutelle de vos éminentes qualités. Au nom de ma délégation, je tiens à vous féliciter.

Je voudrais aussi complimenter M. Hope de son élection à la vice-présidence. Je n'avais jamais eu personnellement l'occasion de travailler avec lui. Mais je sais que tous ceux de mes collègues qui ont pu le faire sont unanimes à voir en lui un éminent représentant de son pays et un délégué compétent aux Nations Unies. Je sais que ceci se vérifiera au Conseil de tutelle.

Je crois pouvoir dire que nous sommes tous très heureux de revoir parmi nous M. Rifai, qui a pris part avec tant de compétence aux travaux des Nations Unies, notamment de ce Conseil. C'est pour nous un plaisir et un honneur de le voir assumer le secrétariat du Conseil.

Si vous le voulez bien, Monsieur le Président, je vais ouvrir la discussion sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

M. Dickinson (Etats-Unis)

Ma délégation est heureuse de participer, une fois de plus, à la discussion du Conseil de tutelle sur l'administration par les Etats-Unis du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Je serai bref, car le Haut Commissaire du territoire, M. Goding, représentant spécial, donnera bientôt un rapport détaillé au Conseil. La délégation comprend également comme conseiller, M. Bailey Olter, administrateur adjoint de district pour l'administration publique du district de Ponape, qui a été élu représentant du district de Ponape au nouveau Congrès de Micronésie. Avec la permission du Conseil, M. Olter pourra, je l'espère, faire une brève déclaration un peu plus tard. De plus, trois autres représentants du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sont ici aujourd'hui pour suivre les débats au titre du programme d'assistance des Etats-Unis sur le plan de la formation. Il s'agit du maire de Truk, M. Petrus Mailo, et de MM. Raymond Settik, administrateur adjoint pour le district, également de Truk, et Juan Blanco, Directeur de la succursale de la Bank of America à Saipan. Nous sommes sûrs que ce groupe de Micronésiens, comme les groupes précédents, tireront le plus grand profit, non seulement de leur expérience dans le cadre de ce programme, mais aussi de l'occasion qui leur est offerte d'assister aux discussions du Conseil et ils verront avec quel intérêt sont étudiées dans le détail toutes les questions concernant les progrès en Micronésie et dans les territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée.

Je n'ai pas besoin de rappeler ici le sérieux avec lequel mon gouvernement tient à remplir ses obligations politiques, économiques, culturelles et de développement social, qu'il a acceptées d'après les termes de la Charte des Nations Unies et de l'accord de tutelle. Cette volonté d'accomplir notre tâche a été démontrée par notre respect des recommandations de ce Conseil et par le soin que nous avons mis à les exécuter.

Le Conseil connaît le nouveau programme élargi mis en application dans les territoires sous tutelle il y a quatre ans. Au cours de la dernière session du Conseil, le représentant des Etats-Unis a précisé que les premiers efforts effectués pour accélérer l'exécution du programme dans les domaines de l'éducation et des services médicaux étaient très avancés et que des crédits plus importants allaient permettre aux Etats-Unis de développer leur projet en vue de l'expansion des programmes concernant le développement économique et social.

Il était indiqué, en même temps, que ces nouveaux programmes seraient mis en oeuvre sans préjudice de ceux entrepris dans les domaines de la santé et de l'enseignement. Comme le Conseil l'apprendra dans la déclaration du représentant spécial, ces programmes ont été poursuivis et élargis et des programmes à long terme sont en préparation pour ce qui concerne le développement économique et social.

L'événement le plus marquant de tous peut être relevé, sans aucun doute, dans le domaine du développement politique. Une mesure importante, quant à l'exécution de l'obligation découlant de la Charte de favoriser l'évolution des peuples vers la capacité "à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance", a été prise le 28 septembre 1964 quand a été publié le Secretarial Order autorisant l'établissement d'une législature pour l'ensemble du territoire. Des élections ont eu lieu le 19 janvier 1965, et le Congrès se réunira, pour sa première session, le 12 juillet de cette année. Ce Congrès se compose de deux assemblées, une chambre de délégués, comprenant deux membres de chacun des six districts administratifs, et une assemblée générale composée de 20 membres choisis sur une base proportionnelle. Le Conseil entendra certainement avec intérêt les informations que M. Goding nous apportera en ce qui concerne le Congrès de la Micronésie et l'atmosphère dans laquelle la campagne électorale a été menée.

Depuis la dernière réunion du Conseil, au cours de l'année, les Etats-Unis ont également pris des dispositions dans le but d'allouer des indemnités de compensation qui viendront s'ajouter à celles déjà accordées à la population de Rongelap. Les dispositions financières décrites à la trente et unième session du Conseil de tutelle ont été signées, sous forme de loi, par le président Johnson, le 22 octobre 1964. D'après cette loi, 950 000 dollars seront octroyés à titre de compensation à la population de Rongelap. Etant donné que cette loi avait été signée après que le Congrès ait déjà adopté le budget pour l'année fiscale de 1965, il a fallu présenter une demande de crédit supplémentaire nécessaire au paiement prévu. Le décret portant mention de ce crédit spécial a été approuvé par le Président le 30 avril 1965 et les paiements peuvent, dès maintenant commencer à être effectués.

M. Dickinson (Etats-Unis)

Je regrette que ma délégation ne puisse faire état des mêmes succès quant aux efforts effectués par les Etats-Unis pour aboutir à un accord avec le Gouvernement japonais pour une solution du problème que constituent les réclamations micronésiennes, vestiges de la deuxième guerre mondiale. Les Etats-Unis continueront de poursuivre ces conversations et en tiendront le Conseil informé.

Enfin, en dépit des progrès que nous pouvons signaler, nous avons parfaitement conscience du fait que la tâche à accomplir est immense; beaucoup reste encore à faire. Nous sommes certains, toutefois, que tous ceux qui visitent aujourd'hui le territoire sous tutelle en reviendront avec la même impression que celle qu'en a retirée la mission de visite l'an dernier, c'est-à-dire que le territoire est en pleine évolution et que le bourdonnement d'une vie active peut être entendu partout en Micronésie.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis; j'ai été très sensible aux paroles amicales qu'il a bien voulu prononcer à mon égard.

Je suis sûr que je n'ai pas besoin de présenter au Conseil le représentant spécial de l'Autorité administrante, M. Goding, Haut Commissaire du territoire sous tutelle; il est en effet bien connu de tous les représentants. Cependant, je tiens à lui souhaiter la bienvenue à cette session du Conseil, à lui-même et à son adjoint M. Olter et à tous les membres de la délégation micronésienne.

J'invite M. Goding à prendre place à la table du Conseil. Peut-être ne pourra-t-il pas terminer sa déclaration aujourd'hui, faute de temps, mais je pense qu'il pourrait tout au moins la commencer.

Sur l'invitation du Président, M. Goding, représentant spécial du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sous administration des Etats-Unis, prend place à la table du Conseil.

M. GODING (Représentant spécial du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique sous administration des Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : C'est pour moi un honneur de venir devant ce Conseil en tant que représentant spécial de l'Autorité administrante du territoire sous tutelle des îles du Pacifique. C'est la cinquième fois que je suis ici au titre de représentant spécial des Etats-Unis et je suis heureux d'être en mesure de faire état des progrès continus et accélérés qui ont été réalisés dans l'exécution de nos tâches quant à nos obligations et à nos responsabilités envers le peuple micronésien.

Au cours des quatre ans qui se sont écoulés depuis que j'ai comparu ici pour la première fois, en juin 1961, de nombreux changements spectaculaires se sont produits. Une réévaluation des besoins, dans les domaines de l'éducation, du développement économique et de la santé publique - en bref des nécessités et des priorités à observer dans l'ordre de nos efforts dans tous les domaines - a conduit à des changements fondamentaux et à des modifications et des revisions de tous les programmes destinés à accélérer le développement du territoire. Notre tâche essentielle, au début, avait été de justifier devant le Congrès des Etats-Unis la nécessité d'un accroissement substantiel des crédits afin de faciliter une évolution plus rapide du développement. Une aide sérieuse a été accordée à tous les niveaux du gouvernement, du bureau du Président lui-même, du Ministère de l'intérieur, du département d'Etat, du Bureau du budget et des comités pertinents du Congrès.

M. Goding, Représentant spécial

Le Congrès des Etats-Unis a rapidement réagi de façon favorable et généreuse. Une loi a été passée en 1962 pour porter les crédits statutaires précédents sur les appropriations de 7 millions et demi de dollars à un nouveau niveau de 17 millions et demi de dollars. Nos demandes de crédit ont été entendues par des oreilles réceptives et pour les exercices financiers 1963, 1964 et 1965, un total de 47 millions et demi de dollars a été alloué par le Congrès des Etats-Unis pour l'administration du territoire. Nos prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1966, à savoir 17 344 000 de dollars, ont déjà été approuvées par la Chambre des représentants et après approbation du Comité budgétaire du Sénat, le Congrès prendra à leur égard une décision en dernière analyse.

Les augmentations budgétaires sont destinées à des programmes accélérés d'enseignement élémentaire et secondaire, un budget triple pour les services de la santé publique, un vaste programme dans le domaine de la construction aussi bien que dans toutes les sphères d'activités du territoire. Je me propose d'énumérer, dans ces remarques préliminaires, les aspects les plus saillants du progrès dans le cadre de ces programmes élargis au cours de l'année dernière.

Des plans en vue d'un système de sécurité sociale intégré sont toujours à l'étude et nous avons l'espoir qu'un éminent expert en la matière viendra dans le territoire dans le courant de cette année pour nous donner des conseils sur la manière d'établir un système viable. Mais des mesures bénéficiaires supplémentaires à l'égard des travailleurs micronésiens sont actuellement mises en oeuvre sur une base provisoire. La plus significative d'entre elles, au cours de l'année dernière, a été le changement accompli dans les programmes de congé annuel pour les employés micronésiens, programmes qui comportent des bénéfices appréciables pour ces derniers. En effet, les employés micronésiens, dans le passé, indépendamment de la durée de services déjà accomplis, ne disposaient que de 13 jours de congé par an; ils auront maintenant, sur la

M. Goding, Représentant spécial

base de la durée de services, un minimum de 13 jours de congé par an et un maximum de 26 jours ouvrables, c'est-à-dire un régime de congé annuel analogue à celui des fonctionnaires des Etats-Unis. Les employés micronésiens font partie maintenant de la même catégorie que ces derniers en ce qui concerne les congés de maladie et les vacances annuelles. La prochaine mesure envisagée - et j'espère que le nouveau Congrès de Micronésie lui accordera un intérêt spécial - est la mise en oeuvre d'un système de retraite approprié et viable pour les travailleurs de l'Etat.

De nouvelles procédures, mises en oeuvre au cours de l'année 1965, prévoient pour les Micronésiens un nouveau système d'avancement, réalisé en deux étapes d'augmentation de salaire contrairement au régime antérieur qui ne comprenait qu'une étape. Une augmentation de salaire supplémentaire, au grade A-9, a été ajoutée au barème prévu pour les employés micronésiens dans le domaine commercial, procurant une compensation appréciable pour le personnel occupant des postes supérieurs dans ce secteur d'activité. Des arrangements ont également été pris pour étendre ces compensations à tous les employés micronésiens dans le secteur privé, qui travaillent pour les services gouvernementaux du territoire sous tutelle.

Le transfert de postes administratifs importants à des Micronésiens qualifiés s'est poursuivi au cours de l'année. M. Baily Olter a été nommé administrateur adjoint pour les affaires publiques du district de Ponapé, cette désignation étant la sixième de cette nature. Le poste de directeur des affaires politiques, pour mon département, a été confié à un Paluan M. Raymond Ulochong. Un diplômé paluan de l'Ecole de droit George Washington, M. Kaleb Udui, a été nommé Attorney-General adjoint et, à maintes reprises au cours d'absences prolongées de l'Attorney-General, il a remplacé ce dernier avec beaucoup de compétence. Au cours du mois dernier, un candidat qualifié, originaire des îles Mariannes, M. Manuel T. Sablan, s'est vu confier le poste nouvellement créé de directeur adjoint de la sécurité publique.

M. Goding, Représentant spécial

Il est également intéressant de noter qu'une bourse d'administration publique (Parvin Graduate Fellowship) a été accordée à M. Léo Falcam, administrateur adjoint du district de Ponapé. M. Falcam suivra les cours de l'école supérieure Woodrow Wilson pour les affaires publiques et internationales de Princeton University l'année prochaine, pour se spécialiser dans le domaine de l'administration publique. Lorsqu'il aura terminé ces études supérieures et achevé cette formation académique, M. Falcam aura un bagage intellectuel qui lui permettra d'assumer n'importe quelles fonctions administratives actuellement confiées à un personnel américain.

Nos programmes de bourses et de formation spéciale ont atteint maintenant un niveau qui permet à un nombre toujours croissant de Micronésiens qualifiés de revenir dans le territoire étant en mesure d'occuper des postes élevés sur le plan administratif et professionnel. Nous espérons que ce transfert des anciens postes américains aux employés micronésiens s'accélérera à l'avenir.

Je suis également heureux de pouvoir vous annoncer que la réorganisation dont j'ai parlé au cours de la trente et unième session, à savoir, la mise en application de quatre secteurs principaux de responsabilités, chacun ayant à sa tête un commissaire adjoint, est maintenant complètement terminée. On vient d'annoncer la nomination d'un commissaire adjoint pour les ressources et le développement qui prendra ses fonctions le mois prochain.

Un nouveau directeur du budget et des finances a également été désigné le mois dernier et je crois pouvoir dire que nous sommes véritablement sur le point de réaliser une coordination plus efficace de nos efforts dans tous les domaines principaux d'activités.

Le programme accéléré dans le domaine de l'enseignement se poursuit depuis trois ans. Comme tous les programmes faisant intervenir des modifications fondamentales, les calendriers prévus n'ont pas toujours été maintenus. Certaines difficultés logistiques et le manque de matériaux ont empêché de construire aussi rapidement qu'on l'espérait de nouvelles écoles élémentaires dans certaines régions du district de Truk et des îles Marshall où ces problèmes ont revêtu une ampleur considérable. Il a donc fallu reviser les programmes de construction. Néanmoins, au cours de l'année, 250 nouvelles salles de classe

M. Goding, Représentant spécial

élémentaires ont été mises en fonctionnement et 88 maîtres d'école américains supplémentaires ont été détachés dans les écoles élémentaires locales pour renforcer le contingent américain de 35 professeurs élémentaires qui avaient enseigné au cours de l'année scolaire précédente. Les écoles secondaires se sont également développées au cours de l'année. Une onzième classe a été ajoutée à l'école supérieure de Yap et les cinq autres districts bénéficient d'une douzième et d'une dernière classe pour leurs écoles supérieures. De nouvelles écoles supérieures ont été créées à Kussaie et à Ulithi par l'adjonction d'une dixième classe aux anciennes écoles primaires existantes. Il y a trois ans, en 1962, le territoire n'avait qu'une seule école supérieure comprenant un total de 150 étudiants. L'année dernière, six écoles supérieures de districts, avec des classes de la neuvième à la douzième, et deux écoles supérieures de sous-districts, comprenant des classes jusqu'à la dixième, ont fonctionné avec un total de 1 980 élèves. Les inscriptions envisagées pour les écoles supérieures, l'année prochaine, se montent à un total de 2 500 étudiants. Je n'ai pas calculé le pourcentage d'augmentation mais, comme les membres du Conseil peuvent facilement le constater, il est considérable. Vingt-quatre nouveaux professeurs américains qualifiés ont été ajoutés au personnel des écoles supérieures l'année dernière. Pour la prochaine année scolaire, nous espérons que 72 professeurs américains s'ajouteront dans les écoles supérieures à un nombre substantiel de professeurs micronésiens qualifiés. La construction de classes secondaires supplémentaires, de dortoirs et d'autres bâtiments auxiliaires indispensables est en cours ou prévue dans tous les districts.

Le centre de formation des professeurs micronésiens fonctionne déjà depuis trois ans et forme environ 60 professeurs à l'heure actuelle dans les domaines de méthodes d'enseignement élémentaire et d'enseignement général.

Au cours de l'exercice financier 1964, 196 étudiants ont suivi les cours d'écoles supérieures en dehors du territoire, 86 d'entre eux étant des boursiers, et pour la prochaine année scolaire, des bourses d'études seront accordées à 60 étudiants à raison de 44 bourses pour le niveau préuniversitaire et 16 bourses pour le niveau universitaire supérieur.

M. Goding, Représentant spécial

En outre, vingt et une bourses d'études pré médicales et paramédicales ont été attribuées pour l'année qui vient. On espère que dix bourses gouvernementales supplémentaires seront encore accordées pour le territoire avant l'ouverture de la période scolaire qui commence en automne prochain. Il y aura également cinq étudiants suivant les cours du nouveau Centre Est-Ouest, une quinzaine d'étudiants bénéficiant de bourses de district et un nombre limité d'étudiants bénéficiant de subventions émanant d'institutions de l'extérieur. Notre programme de bourses, comme vous pouvez le constater, constitue une partie importante de notre système d'éducation.

Nous pensons qu'une autre centaine d'étudiants suivront les cours de niveau universitaire dans des collèges en subvenant eux-mêmes à leurs frais d'études ou grâce à une combinaison d'aide privée et d'assistance de l'administration.

Les classes de formation technique à court terme ou de perfectionnement ont pris l'année dernière une grande extension. Grâce à l'Institut d'échange technique, plus de 150 hommes et femmes ont suivi des cours de perfectionnement ou de formation technique spécialisée au Centre Est-Ouest à Hawaii ou dans le territoire. Parmi eux, notons des pratiquants médicaux, des infirmières, du personnel d'hôpital, des techniciens de la salubrité, du personnel d'émissions radiophoniques, des spécialistes d'expansion agricole, des professeurs de méthodes commerciales, des étudiants se préparant à la cuisine commerciale et une variété d'autres techniques. Nous estimons que ces cours de perfectionnement se poursuivront au cours de l'année qui vient.

Quatre citoyens éminents du Territoire se sont rendus à l'étranger durant cette période budgétaire et en bénéficiant de bourses des Nations Unies : Mme Rose Makwelung, directrice de l'enseignement aux adultes de Ponape, s'est rendue aux Philippines, à Ceylan et en Inde afin d'étudier les projets de développement communal; M. Yester Carl, représentant du ministère public à Ponape, s'est rendu en Nouvelle-Zélande pour y étudier et observer le système judiciaire; M. Manuel Sablan, directeur-adjoint de la sûreté publique faisant partie du personnel de l'Avocat général, s'est rendu à Washington pour étudier à l'Académie Interpol et dans d'autres groupements judiciaires des Etats-Unis; M. Prudencio Manglona, de Rota, s'est rendu aux Philippines pour y étudier l'administration publique.

M. Goding, Représentant spécial

Les membres de la Mission de visite de 1964 seront heureux d'apprendre que des plans sont en cours afin de transformer le Literature Production Center en un centre d'imprimerie et de publication du Territoire sous tutelle. Au début de l'année 1964, un fonctionnaire compétent à cet égard a été recruté; ce fonctionnaire a fait, au cours de l'année dernière, une analyse complète des besoins du Territoire au point de vue de l'impression de documents. Des plans en vue de la création d'un bureau d'imprimerie et de publication bien équipé pour le Territoire sous-tutelle ont été élaborés et approuvés. Des locaux ont déjà été fournis pour ce bureau; l'équipement de base d'imprimerie est déjà arrivé et des prévisions budgétaires ont été envisagées afin de permettre à cette entreprise de publication de fonctionner dès la fin de la présente année budgétaire.

Deux stagiaires sont actuellement au Centre Est-Ouest où ils sont formés dans la technique de l'imprimerie et des arts graphiques. Une certaine formation est effectuée au Siège dans les services eux-mêmes et une bourse vient d'être accordée pour la formation dans les arts graphiques. Dès que le service pourra fonctionner au Siège, d'autres programmes de formation seront entrepris afin de répondre aux besoins des districts.

Il sera peut-être intéressant pour le Conseil de tutelle de savoir que l'un des sujets sur lequel notre office des publications travaille actuellement est la préparation d'une carte de la Micronésie géographiquement correcte et illustrée, montrant les relations de la Micronésie avec ses voisins du Pacifique. Nous espérons que, dès l'année prochaine, une bonne partie de nos travaux d'impression sera faite par ce Bureau et que nos publications souligneront l'histoire de la Micronésie et de sa culture. Je sais que de nombreux membres des anciennes Missions de visite ont dit qu'ils s'intéressaient à ce problème; j'ai donc estimé utile d'en parler aujourd'hui.

Mais, sans aucun doute, c'est dans le domaine du développement politique que les événements les plus importants ont eu lieu cette année; le point culminant de ce développement est la création du Congrès de la Micronésie.

Le Conseil de tutelle connaît le développement progressif de la législature de ce territoire; je n'entrerai donc pas dans des détails à ce sujet. Le Conseil de la Micronésie, qui en a été le prédécesseur, a consacré deux années presque entières à l'étude de cette question; il a recommandé, par une résolution, dans deux sessions distinctes, la création d'un organe législatif comprenant deux Chambres.

M. Goding, Représentant spécial

Je peux dire que les vœux de la population micronésienne en ce qui concerne le nouveau Congrès, -tels qu'ils ont été exprimés par le Conseil de la Micronésie - ont été pris en considération. Le Secretarial Order a suivi de très près les recommandations du Conseil de la Micronésie, non seulement en prévoyant deux chambres législatives, mais également en reprenant la plupart des recommandations du Conseil. Le Secretarial Order a été employé pour la création du Congrès, parce que nous avons estimé qu'il permettait la souplesse d'action nécessaire pour apporter facilement et rapidement les modifications qui s'imposaient. Une disposition spéciale prévoit que les amendements recommandés par deux tiers de chaque chambre du Congrès devront être soumis au ministre.

L'ordonnance accorde au Congrès une vaste autorité législative. Parmi ses autres dispositions, elle donne au Congrès le pouvoir de lever des impôts, elle exige que les textes législatifs ayant subi deux vetos de la part du Haut Commissaire soient renvoyés au ministre de l'intérieur, et elle prévoit la participation à la revision du budget annuel du territoire sous-tutelle avant que ce budget ne soit soumis au Congrès des Etats-Unis.

L'ordonnance prévoit également la nomination d'un conseiller légal permanent chargé d'aider le Congrès. Je suis heureux de pouvoir déclarer que j'ai nommé M. Robert R. Robbins, actuellement président du département de gouvernement et professeur à l'Université Tufts, au poste de conseiller légal pour la session inaugurale du Congrès. M. Robbins a fait partie de la délégation des Etats-Unis au Conseil de tutelle en 1954, fut membre des délégations des Etats-Unis à l'Assemblée générale en 1949 et de 1953 à 1955; il a été également membre de la Mission de visite du Conseil de tutelle au Togo en 1955; sa spécialité est l'évolution des territoires non autonomes vers l'indépendance; j'estime que c'est pour nous une chance que de pouvoir profiter de ses services en ce moment. Après la première session du Congrès en juillet prochain, M. Robbins restera au Territoire pour une période de 6 mois en qualité de conseiller du Congrès pour les sujets de développement politique.

Je serai heureux de fournir tout renseignement supplémentaire que les membres du Conseil de tutelle désireraient au sujet du nouveau Congrès. Cependant, vous pouvez dès à présent remarquer que, durant les premières années d'existence

M. Goding, Représentant spécial

du Congrès, il est prévu, par une clause spéciale, que les personnes détenant des postes soit dans les services exécutifs, soit dans les services judiciaires du gouvernement du territoire sous tutelle, pourront faire partie du Congrès. Cette clause permettra au Congrès, aux phases initiales de son existence, de profiter de l'expérience acquise en matière d'affaires publiques par de nombreux Micronésiens placés à des postes importants de l'Administration. Mais, après une période de quatre ans ou, pour plus de précision, à la troisième élection générale au Congrès, les fonctionnaires, occupant des postes importants tels que chef de ministère ou chef adjoint, et les juges ou les membres de corps législatif de district ne pourront plus occuper un siège au Congrès du Territoire.

J'espère que, dès la première réunion du nouveau Congrès, un programme législatif sera rapidement étudié.

Dans tous les districts, les élections générales au Congrès de la Micronésie ont été regardées comme l'événement politique le plus important de l'année. Organiser et exécuter une élection générale dans une région aussi décentralisée que la nôtre n'était pas facile; il convient de féliciter les bureaux locaux pour le travail extraordinaire qu'ils ont effectué. Les élections de district ont fait l'objet de campagnes vivantes et vigoureuses.

Par exemple, dans le district des Palaos, il y a eu six candidats pour deux sièges à la première chambre et huit candidats pour trois sièges à l'assemblée générale; il y a dans ce district deux partis politiques; les considérations de partis se sont avérées très fortes; ainsi, les partis ont remporté quatre sièges sur cinq, un siège à la première chambre ayant été pris par un candidat indépendant.

Dans le district de Ponape, la campagne électorale a également été très vivante et agressive; vingt-trois candidats se disputaient les six sièges; à Ponape, sur les six membres du Congrès élus, cinq sont des hommes jeunes, ayant reçu une éducation très poussée et qui ont acquis une réputation dans leurs domaines professionnels respectifs. M. Bailey Olter, qui est ici en qualité de conseiller de notre délégation, a remporté le succès dans sa campagne pour obtenir un siège à la première chambre de Hawaii; il se trouvait à Hawaii pour y terminer des études théoriques au Centre Est-Ouest; c'est un hommage rendu à sa réputation locale que le fait d'avoir, non seulement remporté la victoire pour ce siège, mais également eu le nombre de voix le plus grand de tous les candidats à Ponape.

M. Goding, Représentant spécial

Il en fut de même dans tous nos districts. Nous avons assisté à des campagnes électorales intenses; les candidats ont présenté leurs programmes au moyen d'émissions radiophoniques, dans des rallies et au moyen de visites à domicile. Partout sans exception, les administrateurs de district furent impressionnés par la maturité politique des candidats et les méthodes démocratiques utilisées par les citoyens pour choisir leurs représentants au nouveau Congrès; tous les événements montrent que ces élections ont été l'événement le plus important qui se soit produit dans les districts au cours de cette année.

Comme vous l'avez suggéré, Monsieur le Président, je vais interrompre ici ma déclaration d'ouverture. Je suis à votre disposition pour continuer à une séance ultérieure.

Le PRESIDENT : Je remercie le Représentant spécial; je vais maintenant lever cette séance.

Nous reprendrons nos travaux le mercredi 2 juin, à 10 h 30. Il y aura ce jour-là deux séances. Le Conseil poursuivra l'examen des conditions dans les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique. Je prie les représentants d'être prêts à poser leurs questions au Représentant spécial des Etats-Unis, le mercredi 2 juin.

La séance est levée à 13 heures.